



Nouvelles de l'IDE n°34 Juin 2016

EDITORIAL

L'Institut international des droits de l'enfant vit à l'heure de la famille!!!

Et tout ce qui la compose, notamment le lien parent-enfant. En effet, l'importance du lien parental dans le développement de l'enfant a été rappelée lors du 7ème colloque de mai, consacré à la garde alternée (ou résidence ou hébergement alternés) organisé par notre institut, le Service cantonal de la jeunesse du canton du Valais, le centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève, la Haute école de travail social de Suisse occidentale et la Haute école pédagogique du Valais.

La Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant souligne dans son préambule l'importance de la famille pour assurer le développement harmonieux de l'enfant et affirme que ce dernier a le droit de maintenir des relations avec ses deux parents lorsqu'ils sont séparés. Vivre avec ses parents, sa famille est malheureusement une réalité qui échappe à beaucoup d'enfants. Les guerres, les situations économiques et politiques de certains pays poussent à l'exode et les déplacements de populations, tels que le monde les connaît actuellement, rendent les enfants particulièrement vulnérables.

C'est pour cette raison que l'IDE et ses partenaires de l'ADEM (Alliance pour les droits des enfants migrants) que sont Terre des hommes et le Service social international ont décidé d'accentuer leurs efforts pour une prise en charge adéquate des mineurs non-accompagnés notamment lors de l'accueil en Suisse, en application des principes de l'intérêt supérieur de l'enfant et du droit d'être entendu. Une convention de collaboration a été signée par les directeurs des trois organismes qui dès lors s'unissent pour mettre les compétences qui leur sont propres à chacun à disposition de la cause des enfants migrants.

L'importance du lien familial sera également présente dans les discussions et les débats qui animeront le séminaire international d'octobre, à Genève, sur les mesures de protection de remplacement pour les enfants (alternative care), organisé avec son partenaire traditionnel qu'est l'Université de Genève. L'IDE s'est allié en plus pour cette conférence à un groupe de pilotage composé d'agences internationales dotées de précieuses compétences. Vous en découvrirez plus sur cette manifestation si vous visitez

le site expressément conçu à cette occasion www.alternativecareGeneva2016.com.

Oui, la famille est décidément à l'honneur dans les activités 2016 de l'IDE; ce qui ne nous fait pas oublier toutes les autres activités en Suisse et à l'étranger et également l'important travail à l'interne entrepris par l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs IDE notamment dans le domaine de la communication, tout comme les réflexions menées par notre pool scientifique visant à une application très concrète des droits de l'enfant grâce à la formation.

L'IDE n'est pas la seule organisation à se pencher sur l'importance de la formation de qualité pour favoriser la mise en œuvre des droits de l'enfant sur le terrain; ainsi Terre des hommes a rejoint un groupe interdisciplinaire composé de l'IDE et du centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève afin de mener une réflexion commune sur le travail collaboratif entre l'académie et la société civile. Nous ne manquerons pas de vous informer des premiers résultats du groupe de travail.

Chères lectrices, chers lecteurs, à vous tous je souhaite une bonne découverte de nos dernières Nouvelles et un excellent été.

Paola Riva Gapany

-  **sensibilisation**
-  **formation de professionnels**
-  **réseau**
-  **publications**
-  **recherche**

SENSIBILISATION

SEMINAIRE D'OCTOBRE

Le **séminaire international de Sion**, événement-phare des activités de sensibilisation de l'IDE, s'exporte à Genève, au Centre international de conférences (CICG), le temps de son **édition 2016, du 3 au 5 octobre**. N'hésitez pas à rejoindre un groupe international d'experts, de professionnels, d'universitaires, de chercheurs, de représentants de gouvernements et de jeunes ayant vécu une protection de remplacement (alternative care), afin de réfléchir ensemble aux bonnes décisions pour les enfants sans soutien parental ou en risque de le devenir.



Faisant le lien entre la recherche, les politiques et la pratique dans le domaine global de la protection de remplacement, cette conférence s'inscrit dans la suite du travail accompli avec les **Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants**, approuvées par l'Assemblée générale des Nations unies en 2009. Le Centre interfacultaire en

droits de l'enfant de l'Université de Genève (CIDE) ainsi qu'un groupe de pilotage (Better Care Network, Centre d'excellence pour les enfants pris en charge en Ecosse, Hope and Homes for Children, Fédération internationale des assistants sociaux, Service social international, Fédération internationale des communautés éducatives, Red latinoamericana de acogimiento familiar, Save the Children, Villages d'enfants SOS international et UNICEF) coorganisent cet événement de grande ampleur avec l'IDE.

Informations et inscriptions (tarif préférentiel avant le 1er juillet) sur le site de la conférence : www.alternativecareGeneva2016.com

Fil twitter : @altcareGva, #altcareGeneva2016

COLLOQUE DE MAI

Les 19 et 20 mai à Sierre c'est sur la garde alternée (ou résidence ou hébergement alternés) que s'est tenu le colloque **Les nouvelles formes de parentalité : le temps du partage... et l'enfant ?** Septième du genre, ce colloque était organisé par le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève et l'IDE, en collaboration avec le Service cantonal de la Jeunesse du Valais, la Haute école pédagogique du Valais et la HES-SO Valais-Wallis.

La qualité des présentations, riches et pointues, a été appréciée par les professionnels présents qui y ont trouvé inspiration pour leurs pratiques futures. Les participants sont venus en nombre puisque 235 personnes se sont déplacées le premier jour et 200 le second.

La publication des Actes du colloque est prévue pour la fin de l'année.

GENEVA SUMMER SCHOOL

L'**Université d'été autour des droits de l'enfant** a eu lieu du 6 au 17 juin dans le cadre des **Geneva Summer Schools**, avec pour titre Children at the Heart of Human Rights (Les enfants au coeur des droits humains).



BICENTENAIRE

La célébration, en 2015, du bicentenaire de l'entrée du canton du Valais dans la Confédération helvétique

s'est terminée en nature avec la plantation d'un mélèze dans la « forêt du bicentenaire », au dessus de Vollèges. L'arbre aux tendres aiguilles laissera aux générations futures un souvenir du projet de recherche **L'enfant en Valais de 1815 à 2015 : de Jean-Baptiste, le petit chevrier à Ana Luisa, adolescente interconnectée**, mené conjointement par l'IDE et le CIDE en 2015.



Une publication illustrée de haut niveau pour diffusion des résultats du projet à un large public paraîtra le 18 novembre 2016 en collaboration avec la revue Annales valaisannes et un éditeur. Une déclinaison des résultats pour les écoles primaires et secondaires est également prévue.

FORMATIONS

A L'ETRANGER

AFRIQUE DE L'OUEST

La première volée du **Certificat en protection et droits de l'enfant** s'est terminée au mois d'avril 2016. Le certificat sera remis cet été à une trentaine de participants d'Afrique de l'Ouest et centrale.

CHINE

En Chine, un colloque sur la justice juvénile est prévu du 10 au 12 octobre 2016 à l'Université de Fudan (Shanghai).

PANAMA/AMERIQUE LATINE

Au Panama, les travaux suivent leur cours en vue de développer et assurer le programme d'une formation en ligne (**Certificat d'études avancées en justice juvénile via e-learning**). Les modules débuteront en février 2017.

FORMATIONS « DANS LES MURS »

Les inscriptions pour la 9ème volée du **Master of Advanced Studies in Children's Rights (MCR)**

2017-2018 sont ouvertes! Délai pour les candidatures: 1er novembre.

La 8^e volée du **Master interdisciplinaire en droits de l'enfant (MIDE)** débutera quant à elle en automne. Les inscriptions sont closes mais les candidatures pour l'année 2017-2018 pourront être déposées dès janvier 2017 via le [site internet de l'Université de Genève](#).

La 4^e volée du Certificat d'études avancées (CAS) **Enfants victimes, enfants témoins: la parole de l'enfant en justice**, destiné à des professionnels des domaines de la magistrature, de la police et de la protection de l'enfant a débuté avec un premier module les 11 et 12 mars et un second les 13 et 14 mai. Cinq autres modules sont prévus d'ici à mai 2017, puis les étudiants rédigeront leurs travaux jusqu'en septembre 2017.

FORMATIONS « A LA CARTE »

SENEGAL

Une deuxième formation de formateurs en **justice juvénile** (FFJJ2) est en cours au Sénégal, sur le modèle de celle réalisée en 2012-2014. Le premier module a eu lieu du 29 février au 4 mars et le deuxième du 30 mai au 3 juin, au Centre de formation judiciaire, à Dakar. A cette occasion, une rencontre a été organisée entre une dizaine d'« anciens » de la FFJJ1 et les participants actuels.



Cette rencontre a révélé que les formations interdisciplinaires étaient une belle réussite. D'emblée, les « anciens » ont relevé qu'un tel échange entre les acteurs des différentes régions du Sénégal était important (apprendre à se connaître). Ils ont également souligné l'intérêt de cette formation dans l'apprentissage du « travailler ensemble ». Certains anciens ont également témoigné avoir été sollicités pour donner des formations. Il s'agit d'ailleurs de relever que trois anciens participants sont intervenus en qualité de conférencier pendant le 2^e module.

Lors des modules 1 et 2, des visites ont eu lieu sur le terrain, notamment dans la Maison d'arrêt de Thiès. L'IDE y a appris que la collaboration s'est renforcée entre les acteurs exerçant dans la justice et ceux travaillant dans la prison et que la durée moyenne de

la détention provisoire est plus courte. L'institut a aussi pu constater que le quartier des mineurs a été rénové. L'ONG Pour le sourire d'un enfant dispose d'une voix consultative lors des audiences de mineurs et les enfants font de l'escrime dans un lieu extérieur à la prison et participent à des ateliers bois et métal.

Le troisième module aura lieu du 18 au 22 juillet et le quatrième et dernier se tiendra en Suisse du 29 août au 2 septembre.

TCHEQUIE

En Tchéquie, le quatrième projet liant l'ONG tchèque **Cesko-britska o.p.s.** et l'IDE **Justice adaptée aux enfants: Enfants et médias** et qui a débuté il y a deux ans a pris fin avec un colloque de deux jours les 2 et 3 mai à Brno en présence d'une cinquantaine de professionnels travaillant avec et pour les enfants et de deux juges de la Cour suprême.

BULGARIE

En Bulgarie, un contrat est en cours de rédaction avec le Ministère de la Justice, qui a demandé à l'IDE de compléter la formation dispensée l'an dernier pour renforcer le système de justice juvénile avec trois modules supplémentaires; sur la formation des formateurs, la médiation pénale juvénile et la question des techniques d'audition de l'enfant.

PEDIATRES

Le 20 juin, dans le cadre des **Colloques du praticien** du département médico-chirurgical de pédiatrie du CHUV, Mme Paola Riva Gapany est intervenue auprès du groupe psychosocial de pédiatrie et de périnatalité du GHOL, à Nyon, sur le thème : « Les droits de l'enfant : enjeux pour les professionnels de la santé en Suisse en 2016 ». Cette conférence était validée pour 1 crédit SSP de formation continue.

SOMALIE

La Somalie, qui était le dernier Etat avec les Etats-Unis à ne pas avoir ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations unies a **fait le pas en 2015**, un engagement applaudi par la communauté internationale. Se pose désormais la question de la mise en oeuvre de ces droits. Dans cet esprit, l'IDE organise avec son partenaire **l'association RAJO** une journée de réflexion le 7 novembre. Le but est de rassembler tous les acteurs concernés par les droits de l'enfant en Somalie, de prendre connaissance des besoins des enfants sur place ainsi que des besoins en formation, grâce à la présence de professeurs universitaires somaliens.

Plus d'informations suivront concernant l'inscription à cette journée sur le site www.childsrights.org.

RESEAU

ISPCAN

Du 5 au 7 mai, l'IUKB a accueilli dans ses locaux l'assemblée générale de l'**International Society for the Prevention of Child Abuse and Neglect**

(ISPCAN). Le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève et l'IDE ont participé activement aux travaux de haut niveau de cette association multidisciplinaire internationale de professionnels actifs dans la protection de l'enfant.

ADEM

La Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) a annoncé le 20 mai avoir adopté des **recommandations** pour encadrer les enfants migrants non accompagnés en Suisse (MNA).

L'Alliance pour les droits des enfants migrants (Terre des hommes, Service social international, IDE) **salue** les standards minimaux intercantonaux adoptés par la CDAS. Elle espère, du reste, que les cantons faciliteront l'accès à la formation professionnelle aux jeunes migrants, en proposant entre autres une collaboration intercantonale. L'ADEM, qui pour mémoire appelait notamment de ses vœux ces standards minimaux lors de son dernier colloque en novembre 2015, poursuivra ses efforts pour que les recommandations soient effectivement suivies dans tous les cantons.

Dès lors, le prochain colloque annuel de l'ADEM, qui aura lieu le 10 novembre à Berne (réservez la date !), se tiendra sur ce thème.

RSDE

Dans le cadre de sa participation au **Réseau suisse des droits de l'enfant**, dont il est membre-fondateur, l'IDE a complété **un tableau** indiquant les personnes de contact pour la mise en œuvre au niveau fédéral, dans les conférences intercantionales et les ONGs de chaque **Observation finale faite par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU à la Suisse le 4 février 2015**. Le résumé a été créé par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), en collaboration avec la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et le Réseau suisse des droits de l'enfant.

FONDATION SARAH OBERSON

Le 21 mars, un dernier communiqué de presse sur les fugues d'enfants a été publié en allemand, mettant un point final à une campagne de sensibilisation à la disparition des enfants conçue en 2012 lors d'une réunion avec les chefs de services du canton du Valais.

Entre 2014 et 2016, la Fondation a ainsi réalisé une vaste **campagne d'information dans les écoles du canton**. Edités en collaboration avec l'Etat du Valais, 60'000 flyers ont été envoyés dans les crèches, écoles enfantines, primaires, cycles d'orientation et institutions spécialisées. Le deuxième volet de la campagne a permis de sensibiliser la population à divers aspects liés à la disparition d'enfants comme l'enlèvement parental (publication Parents séparés, enfants disparus en mai 2015) ; les fugues d'enfants et l'amélioration du système d'alerte enlèvement, la nécessité de statistiques nationales et d'études

scientifiques autour de la disparition d'enfants (communiqués de presse).

A noter aussi que le **rapport d'activités 2015** de la Fondation est désormais accessible en ligne.

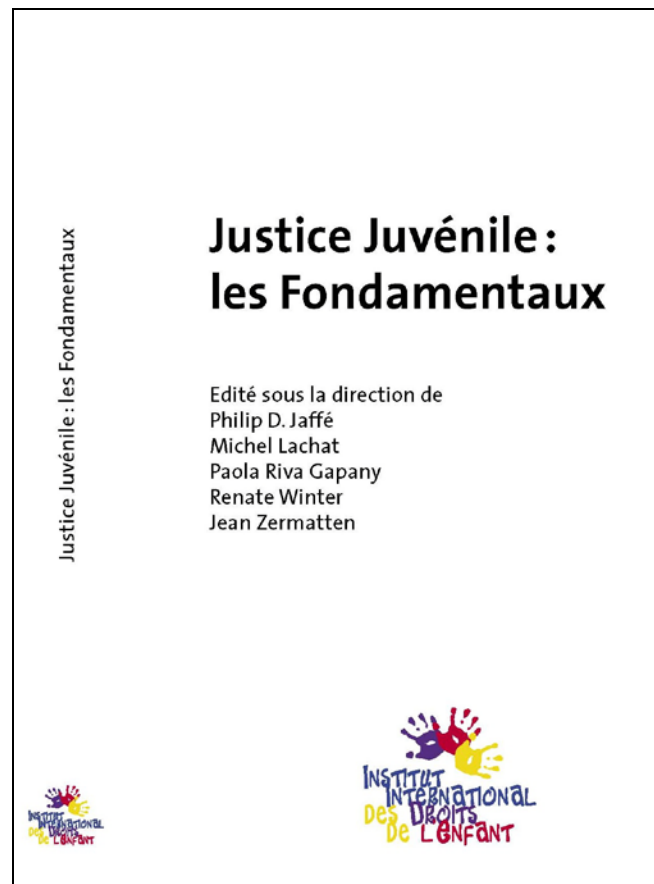
PUBLICATIONS

JUSTICE JUVENILE: LES FONDAMENTAUX

L'IDE est heureux d'annoncer la parution du livre Justice juvénile: les fondamentaux, édité sous la direction de Philip D. Jaffé, Michel Lachat, Paola Riva Gapany, Renate Winter et Jean Zermatten. Trente experts du domaine y livrent sur quelques 500 pages leurs connaissances et expériences à l'intention des professionnels.

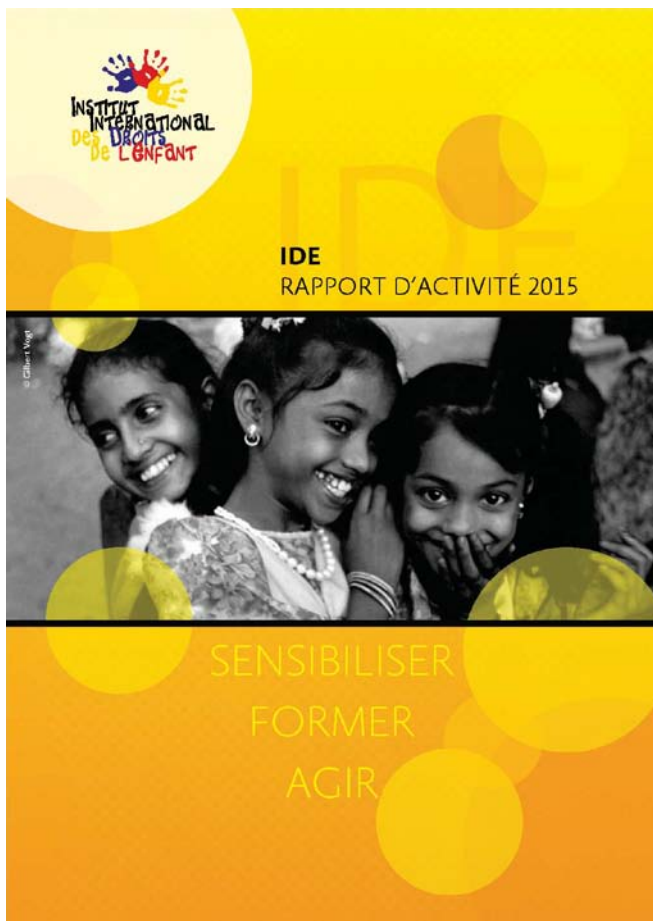
Cet ouvrage renseigne sur le cadre normatif existant, qui donne une assise objective à toute intervention; il évoque les principales questions qui se posent dès le moment où les acteurs se mobilisent pour une action, voire pour une déjudiciarisation; il essaie de fournir des exemples et des bonnes pratiques; enfin il montre combien la formation est importante.

Plus d'informations et commande sur le site internet de l'IDE : www.childsrights.org



RAPPORT ANNUEL

Le rapport d'activités 2015 de l'Institut international des droits de l'enfant est paru ! Il peut être téléchargé sur le site internet www.childsrights.org.



RECHERCHE



Tout d'abord, le Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) **salue la décision du Conseil fédéral de mettre en place une institution nationale des droits humains en Suisse!**

Depuis le 1er janvier 2016, le travail du CSDH se centre autour des **trois axes de recherche**

principaux que sont les restrictions et privations de liberté, **l'accès à la justice** et les droits de groupes particulièrement vulnérables. Le domaine Politique de l'enfance et de la jeunesse du CSDH, auquel participe l'IDE, traite de la thématique de l'accès à la justice du point de vue de l'enfant. Le **projet d'étude** sur la mise en œuvre des Lignes directrices sur une justice adaptée aux enfants du Conseil de l'Europe, avec focus sur l'audition de l'enfant dans deux constellations particulières (placement en droit civil et renvoi d'un parent étranger) est actuellement en cours.

En collaboration avec le domaine Genre, co-responsable de l'axe de recherche Accès à la justice, le domaine Politique de l'enfance et de la jeunesse organise le 30 août 2016 à Berne une conférence intitulée **La justice accessible à tous : Un impératif des droits humains. Défis actuels pour la Suisse en matière de droits des femmes et des enfants**, lors de laquelle des premiers résultats d'étude pourront être discutés dans le cadre d'ateliers.

L'équipe :

Paola Riva Gapany, Jean Zermatten, Michel Lachat, Daniel Stoecklin, Jean-Henry Papilloud, Aline Sermet, Andressa Curry Messer, Evelyne Monnay, Faustina Desfayes, Elvira Fischer, Marc Zufferey, Alexandra Prince, Zikreta Ukic, Victoria Buchs, Theodoor Gerritsen, Frédéric Darbellay, Céline Morisod, Daniel Burnat, Diana Volonakis, Dania Marti, Nathalie Berger, Olga Lucia Poretti, Linda Rodriguez, Ana Miràs, Vanessa Vogel, Christian Ungersboeck, Manuela Salamin, Bizheng Lin, Liu Zhan, Clara Balestra pour la Fondation Sarah Oberson.